

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°109 – Mardi 08 février 2000.

« BRUN » LE RETOUR...

Dans ce numéro

En bref...

Une fois n est pas coutume, nous faisons état d un problème qui n est pas dans la plate-forme de l association et donc pas, normalement, dans notre sphère d intervention et d information. Mais... le retour de la menace brune en Europe (lire Non au retour au XXième siècle) mais aussi celui de Pinochet (lire Pourquoi ou pour qui les lois sont-elles faites ?) nous oblige, humainement, personnellement, d intervenir. Pour ce qui concerne ATTAC plus directement, si la manifestation de Nantes a été un succès (Lire Nantes noire de monde), le travail continue. A l Assemblée nationale tout d abord (Lire Propositions pour la présidence française), en Espagne ensuite où s est créé un réseau citoyen autour de l abolition de la dette des pays (Lire Pour l abolition de la dette externe). L OMC se remet au travail, c est un fait. Nous vous présentons quelques brèves autour du commerce international (Lire Brèves d OMC) afin que, même au comptoir, vous puissiez garder le contact avec ce qui se trame... En Ardèche, à Privas, une initiative sympathique et intéressante est entrain de voir le jour. Vous pouvez y participer ; ils ont du reste besoin de vous pour réussir (Lire Une radio et une télé locales éphémères)

Propositions pour la présidence française de l Union européenne.

La Délégation pour l'Union européenne à l'Assemblée nationale est une commission permanente de l'Assemblée qui examine tous les textes en provenance de l'UE et adopte éventuellement des résolutions et des rapports les concernant. Elle est présidée par Alain BARRAU (PS). Jean-Claude LEFORT (PC - ATTAC) en est Vice-Président.

Jeudi dernier a été discutée une résolution sur des propositions pour la présidence française de l'Union européenne. Jean-Claude LEFORT a fait passer (entre autres) un amendement "demandant à la présidence française d'examiner et de PROPOSER l'institution d'une taxe spécifique sur les opérations de changes, afin de lutter contre les mouvements de capitaux spéculatifs".

Cette résolution n'a de valeur qu'indicative pour le gouvernement mais elle prépare bien le terrain pour la discussion en séance publique sur les orientations de la présidence française, prévue les 24-25 mai prochains.

Sophie CAMARD.
Assistante parlementaire de Jean-Claude LEFORT (l un des animateurs du Groupe ATTAC Assemblée nationale)

ASSEMBLÉE NATIONALE
DÉLÉGATION POUR L'UNION EUROPÉENNE
COMPTE RENDU N° 99
Réunion du jeudi 3 février 2000 à 9 heures
Présidence de M. Alain Barrau

(...)

A l'initiative de M. Jean-Claude Lefort, la Délégation a ajouté un paragraphe demandant à la présidence française d'examiner et de



proposer l'institution d'une taxe spécifique sur les opérations de change, afin de lutter contre les mouvements de capitaux spéculatifs.

http://www.assemblee-nationale.fr/2/sae/c-rendus/c0099.htm

Une radio et une télé locales éphémères

« Nous ne voulons pas travailler au spectacle de la fin d'un monde, mais à la fin du monde du spectacle...» (Debord)

Du 20 au 26 mars 2000 l'association F.I.A.A.D (Formation, Information, Application pour un Autre Développement), organise, avec différents partenaires, pendant la « Semaine Nationale d'Education contre le Racisme » et le « Festival de la Citoyenneté » une station radio (Radio Active) et une chaîne de télévision (Map-TV) éphémères. Ces deux média travailleront en étroite collaboration à partir des problématiques locales et globales. Des émissions « table ronde » avec des citoyens de la ville et des reportages locaux se côtoieront avec des émissions internationales dans lesquelles nous feront intervenir des acteurs d'initiatives du monde entier.

Nous recherchons encore des partenaires dans le monde entier, qui, intéressés par notre initiative, voudront intervenir par téléphone sur la Radio, passer des films sur la télé ou qui s'intéressent d'une autre manière à ce projet. Des pistes pour un éventuel soutien financier seront évidemment aussi les bienvenues.

Privas est une petite ville, préfecture de l'Ardèche, réputée tranquille. Mais la crise économique, le néolibéralisme et toutes les formes d'exclusion et de repli identitaire et nationaliste ne s'arrêtent pas devant une réputation. Comme partout, des citoyens essaient de s'organiser, ici, dans le milieu rural et les villes alentours et avec des initiatives partout sur le globe pour saisir les possibles d'un autre devenir que celui du réalisme marchand.

Radio Active fut réalisée, pour la première fois, en 1998 à Privas et a eu un succès assez considérable. Sortant du cadre d'une information « politiquement correcte », du ton « techniquement léché » et du « constat d'experts », ses studios s'étaient ouverts dès le premier jour à tous les citoyens de la ville qui le souhaitaient. Notamment les jeunes du (petit) quartier HLM s'étaient approprié lieux et micros pour ouvrir un dialogue avec la ville où l'on n'avait pas beaucoup l'habitude de les entendre. Des débats se prolongeaient et soulevaient des problèmes qui normalement ont du mal à remonter à la surface. L'accent a été mis sur des rencontres, débats, tables rondes interdisciplinaires, interculturelles et hétérogènes au lieu de privilégier des expressions cloisonnées dans des thématiques spécifiques et l'heure était à la confrontation.

En 1999 nous avons fait une deuxième expérience radio pendant une semaine dans la ville d'Arles qui a créé une situation assez similaire. Pour la troisième année et le retour sur Privas, nous prévoyons un élargissement des moyens (il s'est rajouté le projet télé, grâce à la rencontre avec l'association parisienne Messages pluriels), mais surtout un élargissement du contenu et des questions abordées. Le racisme n'est pas un problème technique, et qui veut en parler se doit d'aborder les problèmes sous-jacents qui secouent aujourd'hui le monde » mondialisation, destruction de l'environnement, exclusion et violence. Nous envisageons des émissions avec des agriculteurs de la Confédération paysanne, des médecins, des représentants du mouvement Attac, des sportifs, des artistes etc. Des échanges téléphoniques sont en cours de préparation avec des ressortissants de tous les continents, engagés dans des domaines très différents comme le développement économique, la ré-appropriation des moyens d'existence (comme par exemple les paysans sans terre) les luttes politiques et culturelles. Aussi nous mobilisons tous nos réseaux pour élargir la participation à cette semaine, pour qu'elle devienne un de ces lieux et un de ces moments spécifiques par lesquels s'organise aujourd'hui la résistance mondiale à la globalisation des principes destructeurs du libéralisme.

Pour tous ceux qui s'intéressent à plus d'information, qui auraient des idées, des films, des enregistrements pour cette semaine, la possibilité de venir, d'intervenir par téléphone ou des pistes de financement (taxation de la spéculation ou autres) adressez-vous à

Johannes Vogele Treynas F-07 310 Chanéac Tél. (33) (0) 4 75 39 45 85 Fax (33) (0) 4 75 30 48 93 e-mail : treynas@wanadoo.fr
http://www.multimania.com/fiaad/

Non au retour au XXème siècle

Hitler 1933 - Haider 2000
N'ayons pas la mémoire courte

Les conservateurs se sont finalement alliés au parti d'extrême droite de Jörg Haider pour



former un gouvernement dont certains membres défendent des idées mises en oeuvre par le IIIème Reich. En ce 6 février, nous tenons à manifester notre rejet, en France comme partout dans le monde, des idées racistes et xénophobes, 66 ans après la manifestation des ligues fascistes.

Nous n'oublions pas que Hitler est parvenu au pouvoir par les urnes. Nous voulons rappeler à tous le danger que le fascisme fait peser sur les libertés et le progrès social. Toute alliance avec l'extrême droite représente la négation de la démocratie.

Nous ne pouvons accepter que des révisionnistes soient au pouvoir dans l'Union Européenne alors que celle-ci est née sur la volonté du "plus jamais ça".

Nous appelons la France et l'Europe à accentuer leur pression sociale, politique et diplomatique. Nous ne laisserons pas les partis d'extrême droite partout en Europe reprendre confiance.

Haider a construit sa montée au pouvoir sur la perte des repères politiques dans la société autrichienne. Contre le populisme, nous soutenons les citoyens autrichiens dans la recherche d'une alternative démocratique. Avec eux, nous refusons de voir leur pays basculer dans le camp de la honte et nous ne voulons pas banaliser la haine.

"Quiconque oublie son passé est condamné à le revivre" Primo Levi

Liste des premiers signataires :

Ccj-Cgt - Chiche ! jeunes écolos alternatifs solidaires - Fidl - Joc - Jcr - Mjcf - Mjs - Uec - Unef-id - Unef se – Unl (...)

Soutenue par :

Antinazi league - Arac - Comité national de vigilance contre l'extrême droite - Mrap - Esib - Fcpe - Fndirp - Fsu - Lcr - Le Manifeste - Les verts - Libération nord - Licra - Mémoire 2000 - Mrap - Ps - Pcf - Prg - Ras le front - Uojs - Ulys paris - Union juive pour la paix

Pour plus d Informations : David Langlois-Mallet <davidlm@libertysurf.fr>

Pourquoi ou pour qui les lois sont-elles faites?

De: "odep"(Organisation de Défense Populaire) odep@reuna.cl

Santiago, Chili, le 4 Février 2000.
URGENT!!

Chers Amis:

Nous vous envoyons ce communiqué à caractère urgent, qui a pour objet de donner à connaître un fait d'extrême gravité et pour solliciter votre aide.

Le 25 janvier de l'année en cours, la Chambre des Députés du Chili, après l'approbation du Sénat, a ratifié un projet de réforme constitutionnelle par lequel le titre constitutionnel de "Ex Président de la République" serait décerné à Pinochet, après que celui ci aurait renoncé à son poste de sénateur à vie.

Ce nouveau titre implique deux choses:

1°: on lui accorderait un solde ou une indemnité parlementaire à vie,

2°: on lui attribuerait un privilège constitutionnel spécial grâce auquel il ne pourrait être soumis à un procès sans qu'au préalable s'ensuive à son encontre un jugement d'infraction, selon la réforme constitutionnelle au titre ostentatoire de "DIGNITE D'EX PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE".

Mais notre législation n'envisage pas de procédure spéciale pour attaquer ceux qui détiennent le titre constitutionnel d'ex président, et la constitution prévalant sur la loi, il en résulte qu'il ne serait plus possible de soumettre Pinochet à un procès, puisqu'il serait une personne inattaquable.

Pour des raisons évidentes, le gouvernement maintient cette réforme dans le plus grand secret et attend que Pinochet mette le pied sur le sol chilien pour procéder aux démarches restantes (promulgation et publication) qui permettront de rendre cette réforme constitutionnelle bien réelle.

Il est utile de signaler que cette réforme fut la proposition des sénateurs suivants: Jorge Aburto (sénateur désigné et ex président de la Cour Suprême), Sergio Diez (ex ministre de Pinochet et sénateur de Renovación Nacional), Juan Hamilton (sénateur du parti Démocrate Chrétien), Hernán Larraín (sénateur du parti d'extrême droite U.D.I), José Antonio Viera-Gallo (sénateur du parti Socialiste), qui, avec la permission du gouvernement et des militaires



ont participé à cette initiative qui consacrera de manière constitutionnelle et définitive, l'impunité de Pinochet.

Nous vous demandons de faire pression sur le gouvernement britannique pour obtenir que Pinochet ne soit pas renvoyé au Chili, mais qu'il soit extradé et jugé en Espagne.

Nous vous signalons les e-mail et fax de Jack Straw et du gouvernement chilien:

Jack Straw
Ministre de l 'Intérieur britannique
Fax: 44(0)171-2733965
e-mail: gen.ho@gtnet.gov.uk

Eduardo Frei
Presidente de la República de chile
Fax: 56-2-6904020

Pour l 'abolition de la dette externe

REINVENTONS LA DEMOCRATIE PAR UN VOTE QUI PEUT ETRE UTILE A DES MILLIONS DE PERSONNES

La dette externe est, actuellement, le problème le plus grave des pays appauvris. Les intérêts des pays riches, qui leur prêtèrent il y a 30 ans de grandes quantités d'argent avec l'unique intention d'obtenir rapidement des bénéfices, non seulement n'ont pas aidé à améliorer la situation dans les pays les plus défavorisés, mais ont aussi créé une situation financière insoutenable, absolument dépendante des pays développés.

L'Etat espagnol a concédé des crédits à d'autres pays pour un montant de 4 billions de pesetas dont 1.6 billions correspondent à des crédits concédés directement par le gouvernement, généralement déguisés en aide au développement, le reste étant des crédits d'entités financières privées. Actuellement, la somme d'argent que le gouvernement espagnol est en train d'encaisser au titre de la dette externe est plus élevée que celle destinée à la coopération et à l'aide au développement.

L'abolition de la dette externe est, aujourd'hui, un premier pas indispensable pour éradiquer la pauvreté, pour libérer les pays appauvris de cette charge absolument injuste et leur donner une option de futur. Il ne s'agit pas de charité : il s'agit de justice.

En accord avec les campagnes qui se sont levées dans le monde entier pour demander l'abolition de la dette externe, nous proposons la réalisation d'une consultation populaire pour que les citoyens et les citoyennes donnent leur opinion sur cette question et demandent, à travers leur vote dans cette consultation, que les gouvernements prennent des décisions en faveur de l'abolition de cette dette. Le scrutin aura lieu en même temps que les élections générales dans les principales villes de l'Etat, ainsi qu'en de nombreux villages sur tout le territoire.

Il s'agit d'une proposition surgit de la société civile espagnole, de caractère pluriel, et ouverte à la participation de tous et de toutes. L'initiative compte déjà avec le soutien de plus de 50 organisations et associations, ainsi que sur des personnalités indépendantes qui, tant au niveau national qu'international ont déjà montré leur appui à la consultation.

Le RESEAU CITOYEN POUR L'ABOLLITION DE LA DETTE EXTERNE plante cette consultation, la première organisée sur l'initiative de la société civile, comme une forme de participation citoyenne et de pression sur les forces politiques. Nous voulons convertir cette initiative en un coup de fouet qui revitalise la démocratie espagnole, afin que s'élancent de la rue les voix des citoyens et des citoyennes qui veulent récupérer leur droit à participer et à décider. En définitive, cela doit être un pas solide vers une démocratie plus participative et réelle.

Toute l'information est disponible sur le site WEB qui a été créé pour la coordination de cette initiative : http://www.consultadeuda.org Vous pouvez aussi y diriger des groupes locaux ou des plateformes intéressés par la réalisation de la consultation dans leur ville.

Nous vous remercions de donner la plus grande diffusion à notre site web. Si vous désirez plus d'informations sur la Consultation Sociale pour l'Abolition de la Dette Externe :
Oficina Estatal de Consulta
Fax: 34- 93- 739 80 32
e-mail: consultacat@pangea.org
e-mail: juan@catunesco.upc.es

Traduction Corinne Gassie. Groupe de traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Brèves d 'OMC.

1-

La Conférence de Montréal sur le sujet vient de se conclure ce 29/01 par la signature du Protocole dit de Carthagène.



Les principaux points de ce Protocole portent sur : la procédure d'importation des OGM qui permet d'informer d'avance le pays destinataire du contenu des produits Le principe de précaution Les documents et l'information requis pour l'expédition transfrontalière d'OGM.

L'accord préalable à l'importation couvre les semences, le poisson vivant et les autres OGM qui sont "introduits intentionnellement" dans l'environnement. L'importateur, avisé d'avance, doit autoriser l'expédition. Les produits en vrac pour l'alimentation humaine ou animale qui contiendront des OGM devront porter un label établissant que l'expédition "peut contenir" des OGM. Le Protocole permet en outre aux pays importateurs d'invoquer le principe de précaution selon l'Art.9.L'UE et les Pays en voie de développement ont particulièrement insisté pour l'inclusion de ce principe dans le Protocole. L'accord a reçu le soutien des ONG [qui s'étaient plaints de ne pas avoir été invités aux débats] : "Il pose les fondations pour un accord futur plus ambitieux qui devrait protéger l'environnement des OGM" (Benedikt Heerlin de Greenpeace). L'association des Producteurs céréaliers US ont été beaucoup moins enthousiastes. Son représentant pense que pour labelliser les OGM destinés à l'export, il faut qu'ils soient différentiés sur le territoire des USA. D'après lui les silos US ne sont pas équipés pour opérer la séparation entre les produits avec et les produits sans OGM.. Il en résulterait une élévation du coût pour ces derniers ! Le Protocole rentrera en application dès qu'il aura été ratifié par 50 pays.

On rappellera que le Principe de Précaution avait été la cause de la mésentente européenne à Seattle, P.Lamy ayant pris l'initiative de l'inclure dans les discussions de l'OMC, contre l'avis des Ministres européens de l'Environnement en particulier, qui lui ont rappelé assez vertement qu'il outrepassait le mandat qui lui avait été donné et qu'il n'était pas question d'en discuter à Seattle dans la mesure où des discussions sur ce sujet se déroulaient dans le même temps à Montréal. Avant l'adoption du Protocole, le représentant des USA avait averti les autres membres qu'un accord, s'il devait se concrétiser, ne devrait pas être le prétexte pour se dispenser d'appliquer les règles des autres organisations (sous-entendu celles de l'OMC).

Un beau débat juridique en perspective. L'UE ou d'autres pays continueront-ils d'être condamnés par l'ORD, alors qu'ils se prévaudront du Protocole de Carthagène ???

2-

Le gouvernement du Bangladesh a annoncé qu'il apporterait son aide à l'industrie textile en vue d'élever les normes environnementales dans ce secteur. Le gouvernement a déclaré que cet effort cherche à renforcer le succès du Bengladesh dans sa politique d'éradication du travail des enfants dans l'industrie textile qui est une des raisons qui a contribué au développement des exportations de ce pays vers l'Union Européenne. (Reuters 19/01/2000)

3-

Après l'échec de Seattle, les PVD ont saisi cette occasion pour nouer des liens plus étroits entre eux et proposer un agenda à l'OMC plus conforme à leurs besoins. Ils veulent remédier aux déséquilibres entre pays riches et PVD nés du dernier round de discussion commerciale globale. Le Brésil, l'Afrique du Sud et les pays d'Asie du Sud-Est commencent à chercher un moyen d'orienter les négociations à venir dans un sens plus bénéfique aux PVD, selon le Ministre du Commerce sud-africain, qui a annoncé la tenue d'une réunion conjointe du Brésil, de l'Inde, du Nigeria, de l'Egypte et de son pays dans le courant Février pour discuter des moyens pour que l'OMC reprenne ses discussions en prenant plus en compte les intérêts des PVD. Le Président tanzanien du Conseil Général a déclaré que les PMA continueraient de se battre pour remédier aux déséquilibres engendrés par les accords commerciaux précédents. "Les pays riches nous disent d'arrêter de subventionner nos fermiers mais ils continuent de subventionner les leurs"

G.S. Commission des Traités Internationaux
ATTAC-Marseille – Gérard Surdez.
omc.marseille@attac.org

Nantes noire de monde

40 000 personnes dans les rues de Nantes ont exprimé leur détermination pour que cette marée noire soit la dernière.

La pression citoyenne qui s est concrétisée par cette manifestation massive a deux objectifs :

TOTAL doit payer. La responsabilité financière et pénale des compagnies pétrolières, clairement établie, doit être engagée.

Les décisions du Comité Interministériel de la Mer, réuni à Nantes le 28 février, devront annoncer un calendrier précis pour traiter la catastrophe de l ERIKA et changer les règles trop complaisantes du transport maritime mondial.



Les collectifs anti-marée noire du littoral atlantique remercient toutes celles et tous ceux qui se sont associés à cette manifestation et leur demandent de rester vigilants et mobilisés.

Pour les collectifs du littoral atlantique,

Gilles Rochette

Photos de la manifestation : www.local.attac.org/attac44/mareenoire/index.html

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : SALON DE PROVENCE – POITIERS – VALENCIENNES – CHALONS EN CHAMPAGNE
- Mercredi : PARIS NORD OUEST – BREST – PARIS
- Jeudi : SARREGUEMINES – VALENCE – MARTIGUES – ANTIBES – BRIOUDE – VILLENEUVE D'ASCQ – TREMBLAY EN FRANCE – ORLEANS – NIMES – ANGERS – CONFLANS STE HONORINE
- Vendredi : TARBE – QUIMPERLE – MONTMELLIAN - AUCH